

Liberté de la presse : l'offensive continue



Article rédigé par *RT France*, le 12 juillet 2018

Source [RT France] Après notre mise en demeure par le CSA pour une simple erreur technique et un «manque de pluralité» sur la Syrie, alors que nous comptons parmi les seuls médias à relayer tous les points de vue à ce sujet, nous faisons appel devant le Conseil d'Etat.

[Mise en demeure début juillet](#) par le Conseil supérieur de l'audiovisuel (CSA) pour un sujet sur la Syrie diffusé lors d'un JT d'avril dernier, RT France a décidé de contester cette décision devant le Conseil d'Etat, autorité de contrôle du CSA.

Tout d'abord, la décision du CSA coïncide parfaitement avec l'agenda parlementaire de la loi sur les fausses informations (RT France est nommément ciblée par les députés de la majorité). Mais elle fait également fi de la procédure contradictoire au cours de laquelle nous avons reconnu sans difficulté une erreur de montage dont a résulté une discordance entre une voix-off et les propos d'un témoin syrien. RT France conteste qu'une simple erreur technique puisse constituer, comme l'affirme le CSA dans sa décision, un manquement à l'honnêteté et à la rigueur journalistique.

Elle conteste également le reproche de manquement au pluralisme lors de ce JT. A en croire le CSA, en donnant la parole à des témoins syriens contestant la réalité d'une attaque chimique à Douma, dont les diplomaties occidentales accusaient le gouvernement syrien, notre chaîne aurait opéré un traitement «univoque» du sujet. Pourtant, dans ce même JT, étaient cités la position des Etats-Unis, la position de la France, la position de l'OIAC, la position du gouvernement des Etats-Unis à nouveau, la position de l'Allemagne et la position de l'Italie. Pas moins de six points de vue accusant Damas – combien en faut-il de plus pour que le CSA estime que la pluralité du sujet a été respectée ?

Le CSA, au terme d'une interprétation douteuse du reportage, a décidé de se jeter sur une simple erreur technique sans incidence, y mêlant cette accusation de manque de pluralité, pour tenter de présenter RT France comme diffuseur d'informations malhonnêtes, apportant ainsi de l'eau aux moulins de nos détracteurs déjà nombreux qui, particulièrement lorsqu'ils siègent à l'Assemblée nationale, rêvent de nous priver de notre droit d'informer...

Si RT France fait appel de la décision du CSA devant le Conseil d'Etat, c'est enfin parce que celle-ci semble rompre avec la ligne de conduite habituelle de cette autorité administrative, d'ordinaire très mesurée. En effet, si l'on regarde rétrospectivement les différentes mises en demeure décidées par le CSA par le passé, il semble qu'elles soient réservées à des manquements particulièrement graves : contre plusieurs chaînes en 2015 pour avoir relayé des informations de nature à mettre en danger de mort des personnes réfugiées à quelques mètres des terroristes lors des attaques de janvier, ou encore Canal + pour une émission lors de laquelle des propos tournant en dérision les massacres rwandais avaient été tenus, portant ainsi «atteinte à la dignité de la personne humaine». Des manquements qui, on en conviendra, sont sans commune mesure avec ceux qui nous sont reprochés...

Au regard de ces situations dans lesquelles il s'est abstenu et de celles où il est intervenu, les raisons invoquées par le CSA pour justifier la mise en demeure du 28 juin à notre rencontre pourraient laisser penser à l'existence d'un parti pris inhabituel de la part d'un régulateur. En saisissant le Conseil d'Etat, nous entendons réparer cette injustice dans l'espoir de pouvoir, à l'avenir, coopérer sagement avec le CSA afin de continuer à délivrer une information de qualité et réellement différente.